

CONTRAT

MARCHE DE PRESTATIONS DE NAVETTES DE DOCUMENTS ET DE PETITS MATERIELS POUR LE COMPTE DE FRANCE TRAVAIL BRETAGNE

Procédure adaptée prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique

Marché n° 2509-MA-PA-16

 **L'opérateur doit compléter les articles 1 ; 2.2 ; 3 ; insérer le ou les BIC IBAN à l'article D ; puis compléter également l'article 10 du présent contrat**

Seul France Travail remplit l'article 4 des dispositions particulières du contrat.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1 – Identité des parties

France Travail Bretagne, établissement public administratif, représenté par Goodall Angélique, Directrice régionale, dûment habilitée à cet effet, domiciliée en cette qualité 36 rue de Léon - CS 75301 -35053 Rennes Cedex 9.

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège et forme juridique de la personne morale.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous la forme d'un groupement conjoint ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous la forme d'un groupement solidaire.
- ☐ En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.
En ce cas, cocher la case. La preuve que chacun des autres membres du groupement a habilité le mandataire à le représenter dans le cadre de la procédure de passation est alors jointe au dossier.

ci-après dénommé « le titulaire » d'autre part.

2 – Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique

2.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques, il a la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature. Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

Le mandataire du groupement, désigné à l'article « Identité des parties » du présent contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, y compris la liquidation judiciaire de l'opérateur économique au sens des articles L.641-1 et suivants du code de commerce et les manquements de cet opérateur aux obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article relatif à la sous-traitance du présent contrat.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de Candidature assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A la première demande de France Travail, le mandataire du groupement lui transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas ladite convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

2.2 - Répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme détaillé ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT
Lot n° (à compléter par le candidat)		
Lot n° (à compléter par le candidat)		

3 - Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marchés sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant ci-après ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

4 - Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ L'ensemble des lots de la consultation
- ☐ Lot n°1 : Courses rapides à Rennes
- ☐ Lot n°2 : Navettes intersites

5 - Notification du marché (rubrique réservée à France Travail)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat par envoi via la plateforme de dématérialisation, dont le Titulaire accuse réception.

1. DISPOSITIONS GENEARLES.....	7
1.1. PREAMBULE.....	7
1.2. OBJET DU MARCHÉ	7
1.3. DUREE, FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ	7
1.3.1. DUREE DU MARCHÉ.....	7
1.3.2. ALLOTISSEMENT	8
1.3.3. FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ	8
1.4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
3. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ	8
3.1. MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	8
3.1.1. PRESTATIONS FORFAITAIRES	8
3.1.2. PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES (LOT 1)	8
3.1.3. EMISSION DES BONS DE COMMANDE	9
3.2. MODIFICATION DU PERIMETRE DU MARCHÉ.....	9
3.3. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS, DE REFACTION OU DE REJET DES PRESTATIONS.....	10
3.3.1. CONTROLES ET AUDITS DES PRESTATIONS	10
4. MODALITES FINANCIERES	10
4.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	10
4.2. REVISION DES PRIX	11
4.2.1. CLAUSE DE BUTOIR	11
4.3. MODALITES DE PAIEMENT.....	11
4.3.1. CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	11
4.3.2. MODALITES DE FACTURATION	12
4.3.2.1. PRESTATIONS FORFAITAIRES.....	12
4.3.2.2. PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES (LOT 1)	12
4.3.2.3. FACTURATION	12
5. CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	13
5.1. LANGUE D’EXECUTION DU MARCHÉ	13
5.2. PERSONNELS AFFECTES PAR LE TITULAIRE A L’EXECUTION DES PRESTATIONS	13
5.3. COMPORTEMENT DU PERSONNEL	14
5.4. ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS	14
5.5. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	14
5.6. GROUPEMENTS ET SOUS-TRAITANCE.....	15
5.6.1. <i>Dispositions applicables aux groupements d’opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique</i>	<i>15</i>
5.6.2. <i>Dispositions applicables en cas de sous-traitance</i>	<i>16</i>
6. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D’EXECUTION (CLAUSE DE REEXAMEN).....	17
7. OBLIGATION DU TITULAIRE	17
7.1.1. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	17
7.1.1.1. <i>Engagement environnemental (Lot 2)</i>	<i>17</i>
7.1.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	18
7.1.3. ASSURANCES	18
7.1.3.1. <i>Entretien et assurance des véhicules</i>	<i>18</i>
7.1.4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	19
7.1.5. PIÈCES A FOURNIR EN COURS D’EXECUTION DU MARCHÉ	19
8. PENALITES	20
9. RESILIATION	22

9.1.1.	RESILIATION AUX TORTS EXCLUSIFS DU TITULAIRE	22
9.1.2.	RESILIATION UNILATERALE	22
10.	LITIGES.....	23
11.	SIGNATURES DES PARTIES	23

1. DISPOSITIONS GENEARLES

1.1. PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2024, Pôle emploi devient France Travail. Cette transformation consistant en un changement de dénomination et une extension de ses missions, elle n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale.

L'organisation de France Travail en Bretagne repose sur 1 direction régionale, 1 direction des plateformes de services régionale, 4 directions territoriales chacune compétente sur un département (Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor), 37 agences de proximité.

France Travail Bretagne souhaite faire appel à un prestataire spécialisé, afin d'assurer des prestations liées au transport et Transfert de mobiliers et matériels de petits volumes et de tâches de petite manutention afférentes (dans le cadre d'opérations de déménagements ou hors déménagements).

1.2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de navettes de documents et de petits matériels pour le compte de France Travail Bretagne. L'ensemble de ces prestations et leurs modalités d'exécution est décrit aux Cahiers des charges fonctionnel et technique (CCFT) et son annexe et le présent Contrat.

Les prestations du présent marché s'inscrivent dans une continuité de service aux agents de France Travail.

Le marché est conclu dans le cadre du ou des lots désignés à la rubrique 1.3.2. du présent Contrat.

Les seuls services habilités à suivre les prestations auprès du Titulaire sont les services Moyens généraux et Environnement de travail de France Travail Bretagne. Le Titulaire ne doit en aucun cas donner suite à des demandes d'interventions venant des sites de France Travail ou d'autres services de la Direction régionale.

1.3. DUREE, FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ

1.3.1. Durée du marché

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de prise d'effet. Le marché est reconductible tacitement trois fois un an, soit une durée maximale de quatre ans. A titre indicatif, la date de prise d'effet du marché est prévue :

- Lot n°1 : Courses rapides à Rennes : 1er aout 2026.
- Lot n°2 : Navettes intersites : 2 janvier 2026

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour respecter la date de prise d'effet du marché.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le délai entre la date de notification du marché et la date de sa prise d'effet est consacré à la mise en place du marché.

Aux fins de dénonciation, France Travail Bretagne se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant reconduit le marché.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

1.3.2. Allotissement

Le présent marché est alloti. Il est réparti en deux lots techniques :

- Lot 1 : courses rapides à Rennes ;
- Lot 2 : Navettes intersites.

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé désigné ci-après par « le marché ».

1.3.3. Forme et quantités du marché

Lot 1 : Le marché est conclu avec un unique titulaire. Il est passé en partie sous la forme d'un marché simple à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes détaillées à l'article 3.1.1 du présent Contrat et en partie sous la forme d'un marché fractionné à bons de commande pour les prestations exceptionnelles (article 3.1.2 du Contrat).

Lot 2 : Le marché est conclu avec un unique titulaire et prend la forme d'un marché à prix forfaitaire.

1.4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent contrat ;
- le bordereau des prix (un par lot) ;
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et son annexe (un par lot) ;
- le cadre de réponse portant la proposition technique du titulaire (un par lot) ;
- le document attestant de la capacité du candidat à exercer légalement l'activité objet du marché et couvrir le périmètre prévu (un par lot) ;
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Le cas échéant, les avenants conclus et les ordres de service notifiés en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives et contractuelles.

2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les caractéristiques et conditions techniques et fonctionnelles des prestations attendues, pour chacun des lots, sont décrites dans les Cahiers des Charges Fonctionnel et Technique (CCFT) afférents, joints au présent contrat.

3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

3.1. Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

3.1.1. Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires décrites dans les CCFT s'exécutent, par l'émission de bons de commande annuels, à compter de la date de prise d'effet indiquée dans le courrier de notification du marché.

3.1.2. Prestations exceptionnelles (Lot 1)

Ces prestations faisant l'objet d'une demande de devis décrite dans le CCFT seront commandées à la survenance du besoin.

Le Titulaire produit, dans un délai de 72 heures maximum à compter de la demande qui lui est faite par la personne habilitée de France Travail Bretagne ou désignée par elle, une proposition détaillée sous forme de

devis. Le devis contiendra, le cas échéant, selon la prestation demandée un détail des prix unitaires et forfaitaires.

L'accord de France Travail Bretagne est matérialisé par un bon de commande spécifique. Sur celui-ci la date limite de réalisation des prestations est indiquée. Elle est préalablement convenue avec le Titulaire.

En toute hypothèse et préalablement à l'émission d'un bon de commande, France Travail Bretagne peut prendre contact, avec le Titulaire du marché aux fins de convenir du délai de réalisation des prestations commandées.

3.1.3. Emission des bons de commande

Ils sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission. Aucune commande par téléphone ne doit être prise en compte par le titulaire. Toute commande passée sous un autre format que celui du progiciel de gestion SAP doit être refusée par le titulaire sous peine de voir sa facture rejetée.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au seul mandataire du groupement.

Les bons de commande générés par SAP comportent notamment les mentions suivantes :

- le numéro SAP du marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP ;
- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire du groupement titulaire ;
- la prestation commandée et ses modalités d'exécution ;
- la quantité commandée ;
- l'adresse du site de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- le prix de la prestation HT demandée figurant au bordereau des prix ;
- le montant total de la commande, HT et TTC ainsi que le taux de TVA appliqué.

Lot 1 : Pour les prestations exceptionnelles France Travail Bretagne se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit France Travail Bretagne par tout moyen, dans un délai maximum de trois jours ouvrables à compter de sa date de notification au titulaire.

3.2. Modification du périmètre du marché

Le titulaire est informé que France Travail Bretagne se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée du marché, de procéder aux modifications suivantes :

Ajout ou suppression d'un site dans le périmètre géographique du lot concerné.

La liste des sites (annexe 1 du CCFT) est amenée à évoluer en fonction de la suppression ou de la création d'un site à France Travail. Ces modifications seront alors réalisées par un avenant adressé au Titulaire dans les conditions suivantes :

- Réduction du nombre de sites : le titulaire en est informé par France Travail Bretagne au moins un mois avant la date prévue pour la suppression du site. Les modifications correspondantes dans les facturations débutent à la date de suppression précisée. Le titulaire du marché ne saurait prétendre, à cette occasion, au versement d'une quelconque indemnité du fait de cette suppression.

- Ajout d'un site : le titulaire en est informé par France Travail Bretagne au moins un mois avant la date prévue pour la création du site. Il ne peut refuser d'inclure ce site dans la liste des sites dont il a la charge.

Ces modifications sont notifiées sous la forme d'un avenant. Le montant de la facturation tient compte de la date de prise d'effet de l'avenant et est calculé au prorata temporis de la durée restant à courir.

3.3. Modalités de réception des prestations, de réfaction ou de rejet des prestations

France Travail Bretagne prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception ou en l'absence de décision, dans un délai d'un mois calendaire après la date de fin de réalisation des prestations de services.

Lorsque France Travail Bretagne constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction, ce qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Dans ce cas, France Travail Bretagne en informe le titulaire. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail Bretagne constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserves), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet partiel ou total, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail Bretagne.

Les décisions d'admission avec réfaction ou de rejet sont motivées et notifiées au titulaire par courriel. Elles donnent lieu à l'établissement d'un avoir par le titulaire transmis via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017.

3.3.1. Contrôles et audits des prestations

À tout moment au cours de l'exécution de la prestation, France Travail Bretagne peut procéder, ou faire procéder, à des contrôles des prestations fournies. Ces contrôles peuvent être annoncés. Ils pourront se dérouler dans les locaux du prestataire.

4. MODALITES FINANCIERES

4.1. Forme et contenu des prix

Les prix prennent la forme de prix forfaitaires, figurant au bordereau des prix, pour le lot considéré, pour toutes les prestations définies dans le CCFT.

Lot 1 : les prix des prestations exceptionnelles prennent la forme de prix unitaire sur devis préalable.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, toutes taxes éventuelles, tous les frais exposés pour l'exécution des prestations et la totalité des frais de gestion, ainsi que les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

4.2. Révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché (date de début des prestations). Le coefficient de révision applicable au prix initiaux du marché est issu de la formule de révision suivante :

$P = P_0 \times [0,20 + (0,80 * (S/S_0))]$, dans laquelle :

P	prix révisé
P₀	prix indiqué au Bordereau des prix
S	dernier indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53.20 – Autres services de poste et de courrier Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766557, dernier indice connu publié (même provisoire) à la date de la demande de révision des prix
S₀	valeur du même indice connu et publié, le mois précédant le mois de dépôt des offres.

Le taux de la taxe à la valeur ajoutée applicable est celui en vigueur à l'émission du bon de commande.

A cet effet, le titulaire fait parvenir la demande de révision des prix, en application de la formule de révision, par communication d'un nouveau bordereau des prix du même modèle que le bordereau des prix initial (*prix révisés arrondis au centième d'euros*), à France Travail Bretagne, un mois avant la date prévue pour la révision des prix.

La demande est à adresser à l'adresse suivante : achats.35076@francetravail.fr.

France Travail Bretagne valide la demande de révision des prix dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Si le titulaire n'a pas de réponse à sa demande dans ce délai d'un mois, sa demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande de révision des prix, pour quelque motif que ce soit, le titulaire présente une nouvelle révision des prix dans un délai de huit (8) jours calendaires sur la base des observations France Travail Bretagne.

Tout tarif révisé qui n'a pas été notifié et validé par France Travail Bretagne ne peut être pris en compte.

4.2.1. Clause de butoir

Chaque révision de prix du marché est calée sur la date anniversaire du marché. Elle est de 5 % maximum d'une année sur l'autre.

Aussi dans l'hypothèse où l'augmentation issue de l'application de la clause de révision de prix ci-dessus serait supérieure à 5 %, ce taux plafond sera appliquée.

4.3. Modalités de paiement

4.3.1. Cession et nantissement de créances

En application des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique, sur demande du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, présentée à la Direction comptable, France Travail Bretagne, 36 rue de Léon – 35000 Rennes, France Travail lui remet le certificat de cessibilité précisant la créance totale à mettre en paiement, diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Sur demande du bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créances, la direction comptable de France Travail transmet, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de sa réception soit un :

- état sommaire des prestations effectuées accompagné d'une évaluation ;
- décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché ;

- état des avances et des acomptes mis en paiement ;
- état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire du marché reçues par France Travail.

4.3.2. Modalités de facturation

4.3.2.1. Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires attestées faites par France Travail Bretagne sont réglées à terme échu, sur présentation d'une facture conforme, à chaque fin de mois, sur présentation de justificatifs propres (signature dans les cahiers d'émargement, attestation de livraison valant bon d'intervention,...) à permettre le contrôle de l'exécution des prestations.

4.3.2.2. Prestations exceptionnelles (Lot 1)

Pour les prestations exceptionnelles commandées à la survenance du besoin, par l'émission d'un bon de commande, les prestations seront réglées à l'issue de la réalisation desdites prestations sur présentation du bon d'intervention.

4.3.2.3. Facturation

Les sommes dues sont réglées, après exécution complète des prestations, sur présentation d'une facture établie en un original, libellée à l'ordre de France Travail Bretagne et portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande (numéro de bon de commande SAP sous la forme 44XXXX) ;
- le numéro de SIRET de France Travail ;
- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement qui exécute la prestation ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et le numéro SIRET du titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement qui exécute la prestation ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la prestation facturée ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte sur lequel les sommes doivent être virées.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017 gratuitement mise à la disposition.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou la date d'admission des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail. Les sommes dues sont versées lorsque le groupement est :

- conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du présent contrat ;
- solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans tous les cas, le montant à régler au titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités ou réfections imposées.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le titulaire en informe France Travail Bretagne par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents remis à France Travail Bretagne, les entretiens réalisés avec le personnel de France Travail Bretagne et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

5.2. Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

Le titulaire affecte toutes les ressources nécessaires à la réalisation des prestations et assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation, du nombre et du profil de ses personnels.

Le personnel affecté à l'exécution du marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le personnel appelé à travailler dans les locaux de France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le titulaire est donc responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché. A la notification du marché, France Travail transmettra son règlement intérieur au titulaire. Ce dernier devra en prendre connaissance, en informer tous les personnels qui sont susceptibles d'intervenir dans les locaux de Pôle emploi et veiller à ce que ceux-ci se conforment aux dispositions dudit règlement.

Le Titulaire s'engage à remplacer l'agent dont le comportement serait incompatible avec l'exécution des services (incapacité, faute professionnelle, non-respect des consignes, moralité).

Quelle qu'en soit la cause, Le Titulaire s'engage à informer, France Travail Bretagne, de tout changement d'un membre de l'équipe affecté à la réalisation des prestations. Dès la connaissance du départ de cet intervenant, il désigne un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes. Le titulaire doit fournir à France Travail, à sa demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

France Travail se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations pour des raisons professionnelles dûment motivées. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande, à proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification par le titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou du nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire propose un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Enfin, le Titulaire déclare que l'ensemble des intervenants affectés à l'exécution des prestations nécessitant la conduite de véhicules est titulaire d'un permis de conduire adapté et en cours de validité.

5.3. Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire est soumis à une obligation de réserve, tant à l'égard du personnel de France Travail que des prestataires et des visiteurs.

Le Titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. Il fait notamment respecter les interdictions suivantes :

- Intervenir de façon directe ou indirecte au sein des manifestations du personnel du France Travail, quelles qu'elles soient ;
- Provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail ;
- Manquer de respect au personnel de France Travail ou aux demandeurs d'emploi ;
- Distribuer des brochures, tracts ou journaux ;
- Introduire de la marchandise destinée à être vendue ;
- Sortir des établissements des objets ou des documents dont France Travail est propriétaire, procéder à des vols ou à des détériorations, utiliser à des fins personnelles, sans accord préalable de Pôle emploi, les moyens divers mis à leur disposition ou auxquels ils ont accès, introduire et/ou consommer dans les locaux de la drogue ou des boissons alcoolisées, sortir des locaux des objets qui leur sont confiés pour l'exercice de leur fonction.

L'utilisation du téléphone portable personnel est limitée aux situations d'urgence ou à l'organisation du travail.

Le personnel du Titulaire ne sollicite pas France Travail pour des problématiques relevant du titulaire.

Indépendamment des obligations dont le titulaire doit personnellement répondre de son propre chef ou de celui de ses préposés, il répond des mises en cause auxquelles France Travail pourrait être exposé en raison de la méconnaissance de cet engagement.

5.4. Accès aux locaux et équipements

Le personnel du titulaire observe les consignes et les règles appliquées au personnel de France Travail.

Le titulaire dote son personnel d'un vêtement de travail conformément aux dispositions des articles 3.5 (lot 1) et 6.5 (lot 2) des CCFT. Tout agent non revêtu de son vêtement de travail, démuné de son badge ou ne présentant pas une tenue adaptée ne peut être admis sur le site.

5.5. Changement dans la situation du Titulaire

Sans préjudice des dispositions du contrat relatives à la résiliation du marché, le titulaire informe sans délai France Travail Bretagne de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Par ailleurs, le titulaire communique immédiatement à France Travail Bretagne les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à ses coordonnées bancaires.

Le titulaire fait parvenir à France Travail Bretagne, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification. Cette modification est prise en compte par France Travail Bretagne dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion / absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- la liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.

La cession du marché acceptée par France Travail fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

5.6. Groupements et sous-traitance

5.6.1. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique E des dispositions particulières du contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des dispositions particulières du contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail Bretagne pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail Bretagne au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail Bretagne.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché.

A première demande de France Travail Bretagne, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail Bretagne ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

5.6.2. Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant la seconde période contractuelle en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées (1).

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du contrat.

Le silence gardé par France Travail Bretagne pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter une quelconque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail Bretagne.

A première demande de France Travail Bretagne, le titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail Bretagne ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

(¹) Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail, devenu France Travail au 1^{er} janvier 2024, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

6. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION (CLAUSE DE REEXAMEN)

A l'issue de la première année d'exécution du marché, un réexamen des dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et, le cas échéant, du Bordereau des prix, peut être engagé, à l'initiative de France Travail Bretagne.

Ce réexamen est susceptible de porter sur les éléments suivants avec un impact financier éventuel, à la hausse ou à la baisse, en cas :

- de circonstances exceptionnelles, imprévues et indépendantes de la volonté des parties, entraînant une augmentation des prix d'au moins 6 % par rapport aux prix initiaux du marché, une révision des conditions contractuelles pourra être engagée ;
- d'événements particuliers, localisés ou non, comme des arrêts de travail (grève, droit de retrait,...), des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies et épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité ;
- de modification des horaires des prises en charge prévus, compte tenu de l'évolution de l'organisation interne de France Travail Bretagne ;
- d'ajout d'une nouvelle prestation au Bordereau des prix.

France Travail Bretagne informe par courriel le titulaire, de sa volonté de procéder au réexamen d'un ou plusieurs éléments, en détaillant les modifications envisagées et les délais de mise en œuvre. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour faire connaître à France Travail Bretagne sa décision, ses éventuelles observations, ainsi que, le cas échéant, l'impact financier des modifications.

L'accord entre les parties se matérialise par un avenant.

7. OBLIGATION DU TITULAIRE

7.1.1. Clause environnementale

7.1.1.1. Engagement environnemental (Lot 2)

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Pour ce faire, au plus tard avant la fin du quatorzième mois suivant la notification du marché, le titulaire adresse au correspondant achat un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064, ou équivalent, a minima sur les scopes 1 et 2. Ce bilan peut être réalisé à l'aide d'un outil générique en ligne. Au regard de ce bilan, et dans le même délai, le titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché.

Les éléments, le cas échéant, remis par le titulaire lors de la procédure de passation satisfont à ces obligations dès lors qu'ils se rapportent effectivement aux prestations du marché.

Au plus tard un mois avant la fin de la période contractuelle d'exécution du marché, le titulaire justifie auprès du correspondant achat de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets (bilan n'intégrant pas l'ensemble des prestations du marché, absence de mise en œuvre du plan de réduction, etc...), le titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 7 du contrat.

7.1.2. Obligation de confidentialité

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdurera pendant toute la durée du marché et au-delà pendant une période de 5 ans.

Dans la mesure où, dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire sous-traite une partie des prestations, il est tenu d'informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui et mentionnés ci-dessus.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par France Travail Bretagne, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions définies à l'article du contrat relatif à la résiliation.

7.1.3. Assurances

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance :

- de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché ;
- de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché ;
- ad valorem ou une assurance prenant en compte la valeur marchande effective des biens transportés.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché.

Lors de la réunion de lancement, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties (art. 6.3 du CCFT).

Le Titulaire dépose, tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'attestation d'assurance de responsabilité professionnelle, sur la plateforme électronique mise à sa disposition à l'adresse suivante : www.e-attestations.com. Le titulaire s'inscrit sur la plateforme e-attestation à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués.

7.1.3.1. Entretien et assurance des véhicules

Le Titulaire s'engage à assurer le bon entretien de l'ensemble des véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au présent marché. Il garantit que ces véhicules seront maintenus en parfait état de fonctionnement, conformes aux normes en vigueur, et régulièrement contrôlés afin d'assurer la sécurité et la fiabilité des services.

Par ailleurs, le Titulaire assure l'ensemble des véhicules dédiés à l'exécution des prestations, pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire devra fournir, à tout moment et sur demande de France Travail Bretagne, les justificatifs attestant du bon entretien et de l'assurance des véhicules affectés aux prestations.

7.1.4. Protection des données personnelles

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du RGPD, notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à l'adresse suivante : breprotectiondesdonneespersonnelles.35076@francetravail.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du RGPD et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public ».

7.1.5. Pièces à fournir en cours d'exécution du marché

Le Titulaire met à jour les pièces à fournir en cours d'exécution du marché sur la plateforme électronique mise à sa disposition à l'adresse suivante : www.e-attestations.com (dont les codes d'accès lui sont communiqués à la notification du marché).

Le Titulaire dépose **tous les six mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- l'attestation de fourniture de déclaration sociale et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance) et datant de moins de six mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant, le cas échéant, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le candidat n'emploie pas de salariés étrangers, cette liste doit être renseignée de la mention « NEANT » ;
- une attestation sur l'honneur par laquelle il déclare avoir vérifié la régularité de la situation de ses sous-traitants au regard de la lutte contre le travail dissimulé, dès lors que le montant des prestations confiées pour l'exécution du marché excède 5 000 € HT ;

Le Titulaire dépose **tous les ans** jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre N-1. Pour les candidats établis en France, il s'agit de la copie des certificats fiscaux 3666 dont la situation fiscale du candidat impose la production,
- Attestation d'assurance responsabilité professionnelle.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5 000 € HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

Le titulaire informe France Travail Bretagne sans délai de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

8. PENALITES

Sans préjudice des dispositions de l'article relatives à la résiliation du marché du présent Contrat, France Travail Bretagne se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les conditions suivantes :

Lot 1 : courses rapides à Rennes

Cas pouvant donner lieu à pénalités	Article correspondant au CCFT	Montant de la pénalité
Absence du titulaire à une réunion prévue par les documents contractuels	6.3	75 € par constat
En cas de non respect des horaires	2.1	150 € par constat
Non réalisation de la prestation	2.1	150 € par jour ouvrés de retard
Réalisation partielle de la prestation	2.1	50 € par jour ouvrés de retard
En cas d'absence de signature du cahier d'émargement présent à la DPSR et la DR	3.7	100 € par constat
En cas d'absence de non remise du récépissé de dépôt de chèques	2.1	100 € par constat
Tout manquement à l'obligation d'information en cas d'incident pouvant affecter le service et assurer la prestation dans le meilleur délai et au plus tard le lendemain	3.8	150 € par constat

Lot 2 : Navettes intersites des sites de France Travail

Cas pouvant donner lieu à pénalités	Article correspondant au CCFT	Montant de la pénalité
Absence du titulaire à une réunion prévue par les documents contractuels	9.3	75 € par constat
En cas de non respect des horaires	5.1	150 € par constat
Non réalisation de la prestation	4 et 6	150 € par jour ouvrés de retard
Réalisation partielle de la prestation	4 et 6	50 € par jour ouvrés de retard
En cas d'absence de transmission des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des prestations	6.8	100 € à compter du 1 ^{er} jour ouvré de retard
Tout manquement à l'obligation d'information en cas d'incident pouvant affecter le service et assurer la prestation dans le meilleur délai et au plus tard le lendemain	6.5.1	150 € par constat
En cas de non-remplacement du contenant endommagé selon les délais figurant dans le cadre de réponse	6.5.1	50 € à compter du jour du constat
En cas de retard dans la transmission d'un élément exigé en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre en application de l'article 6.1.1 du présent contrat		20 € par jour ouvré de retard

Le paiement des pénalités est sous forme d'un avoir émis par le Titulaire dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la réception du courrier d'application des pénalités émis par de France Travail Bretagne. En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou de sous-traitance), seul le mandataire (ou le Titulaire en cas de sous-traitance) est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

Le montant cumulé des pénalités ne saurait en tout état de cause dépasser 10 % du montant annuel facturé du marché. Ce montant atteint, France Travail se réserve la faculté de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément aux dispositions de l'article 8.1.1 du contrat.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

9. RESILIATION

9.1.1. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

Le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'articles R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements.

Le marché peut également être résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- lorsque, enjoint par France Travail Bretagne, en application de l'article L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8251-1 alinéa 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard dans les six mois à compter de l'injonction ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

9.1.2. Résiliation unilatérale

France Travail Bretagne peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour un motif d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

10. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège la Directrice régionale de France Travail, signataire du marché.

11. SIGNATURES DES PARTIES

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Fait à Rennes, le _____

Signature du représentant de France Travail :

La Directrice régionale de France Travail
Bretagne

Angélique GOODALL